Etablissement public de sécurité ferroviaire

Décision du 3 octobre 2007 relative au certificat de sécurité de VFLI pour l'exploitation de services de transport ferroviaire de marchandises

NOR: *DEVT0774760S*

Le directeur général de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF),

Vu la loi nº 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation des transports intérieurs ;

Vu le décret nº 2006-369 du 28 mars 2006 relatif aux missions et aux statuts de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire :

Vu le décret nº 2006-1279 du 19 octobre 2006 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire ;

Vu la demande du certificat de sécurité formulée par la société VFLI par lettre en date du 9 juillet 2007 ;

Vu le dossier technique complété le 24 juillet 2007 ;

Vu l'avis de Réseau ferré de France (RFF) en date du 26 septembre 2007,

Décide

Article 1er

Est délivré à VFLI, le 3 octobre 2007, le certificat de sécurité pour l'exploitation de services de transport ferroviaire de marchandises sur le réseau ferré national, à l'exception du transport de marchandises dangereuses.

Article 2

La validité de ce certificat de sécurité s'applique aux itinéraires précisés dans le dossier technique complété le 24 juillet 2007. Elle est subordonnée :

- au respect des conditions générales du décret nº 2006-1279 du 19 octobre 2006 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire;
 - au respect des conditions spécifiées dans le dossier technique.

Article 3

Toute évolution substantielle du système de gestion de sécurité ou des services mentionnés devra faire l'objet d'une modification de ce certificat de sécurité et nécessitera la production de pièces complémentaires au dossier de sécurité.

Article 4

Ce certificat de sécurité, valide jusqu'au 2 octobre 2012, est transmis à l'Agence ferroviaire européenne et peut être consulté à l'EPSF après courrier adressé au directeur général de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF). La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

Fait à La Défense, le 3 octobre 2007.

Le directeur général de l'EPSF, J.-P. Troadec